

précédent dans l'histoire de l'Angleterre. C'est peut-être en raison des grandes réalisations de M. Pitt comme ministre de la guerre que la proposition a été faite dans son cas, et parce qu'il a aidé le pays à surmonter les conséquences de la Révolution française. Et, même là, l'opportunité de cette mesure a beaucoup fait hésiter les dirigeants du pays. Sans revenir sur les autres raisons citées par le député de Lambton, il trouve qu'elles devraient convaincre le député qu'il n'est pas opportun de proposer cette motion.

L'hon. M. TUPPER félicite le député de Lambton des propos qu'il a tenus l'autre jour sur sir George-É. Cartier, et il espère qu'il changera d'opinion au sujet de la proposition dont la Chambre est actuellement saisie. Il n'interprète pas, et le pays non plus, l'adoption de la motion par les députés de l'opposition différemment des propos tenus par le chef de l'opposition à l'annonce du décès de sir George-É. Cartier. C'est simplement l'expression des sentiments éprouvés par le parti auquel il s'opposait ainsi que par le parti auquel il était associé à un moment où les députés devraient mettre de côté leurs allégeances politiques.

L'hon. M. WOOD s'oppose à la motion.

M. CASEY rejette la motion n'ayant pas connu personnellement le député qui vient de mourir. Elle témoigne simplement des sentiments de ses collègues à la Chambre, et elle va à l'encontre de l'avis d'une grande minorité de députés et peut-être même d'une majorité de gens.

L'hon. M. HOLTON dit qu'il ne veut pas invoquer le Règlement, mais il laisse entendre au député d'en face que la motion est irrecevable.

La motion, mise aux voix, est adoptée par 40 voix contre 25.

POUR

	MM.
Baby	Blanchet
Bowell	Campbell
Caron	Carter
Chipman	Cluxton
Coffin	Colby
Cunningham	Currier
Cutler	Dewdney
Dormer	Gibbs (Ontario-Sud)
Glass	Jones
Keeler	Langevin
Lantier	Lewis
Macdonald (sir John A.)	Mitchell
Nathan	O'Connor
O'Reilly	Ray
Robitaille	Savary
Shibley	Smith (Selkirk)
Stephenson	Thompson (Cariboo)
Tilley	Tourangeau
Tupper	Wallace (Norfolk-Sud)
White (Hastings-Est)	Wright (Ottawa Comté)—40

CONTRE

Archibald	MM.
	Bain

Buell	Casey
Church	Cockburn (Muskoka)
Fleming	Fournier
Galbraith	Geoffrion
Gibson	Gillies
Holton	Mackenzie
Oliver	Pozer
Richard (Mégantic)	Ross (Wellington)
Rymal	Scatcherd
Stirton	Taschereau
Trow	Wilkes
Wood—25	

* * *

ACTES DES ÉCOLES DU NOUVEAU-BRUNSWICK

Dans un message envoyé à la Chambre, le Gouverneur-Général demande qu'une somme d'argent ne dépassant pas 5 000 \$ soit prévue pour permettre à toute personne d'interjeter appel auprès de Sa Majesté au sujet des Actes des écoles du Nouveau-Brunswick. Il demande également qu'une somme d'argent ne dépassant pas 5 000 \$ soit prévue pour permettre à des fabricants d'expérience de se rendre à l'exposition de Vienne pour rendre compte de machines.

* * *

BILL SUR LE HAVRE DE QUÉBEC

La Chambre a également reçu un message du Sénat l'informant que la Chambre haute n'insiste pas pour faire adopter son amendement concernant le bill sur le havre du Québec.

L'hon. M. TILLEY propose d'envoyer une Adresse au Gouverneur-Général pour l'assurer que la Chambre va payer les dépenses liées aux procédures d'appel concernant les Actes des écoles du Nouveau-Brunswick ainsi que celles liées à l'exposition de Vienne.

L'hon. sir JOHN A. MACDONALD désire soulever une question, mais ne peut le faire sans le consentement unanime de la Chambre. Il a reçu un document signé par la majorité des députés qui désirent ardemment recevoir copie du hansard de 1872 et de 1873 et qui demandent que des crédits soient affectés à l'achat de ces fascicules du hansard. La question ne pourra évidemment pas être soulevée s'il y a des objections. S'il n'y en a pas, le gouvernement verra à répondre au désir des députés.

L'hon. M. MACKENZIE souligne que, l'an dernier, la question a aussi été soulevée à la toute fin de la session et qu'il avait alors dit qu'il s'indignerait si on revenait là-dessus une autre fois, ce qu'il fait.

M. GEOFFRION dit que les comptes rendus sont partiels, et il se plaint que les députés francophones n'aient pas droit à une couverture équitable. Il appuierait toute mesure en vue de la production d'un compte rendu officiel, et il espère que le gouvernement veillera, à la prochaine session, à ce qu'on publie un compte rendu officiel en anglais et en français.